

ment et une solvabilité précaire leur rendent difficile l'accès aux sources ordinaires de financement de la croissance économique. Il n'y a guère que les transferts à des conditions de faveur (subventions, prêts sans intérêt ou à très faible intérêt) qui puissent leur procurer les ressources matérielles et techniques dont ils ont besoin pour amorcer, sans ruptures ni «aliénations» profondes, le développement de sociétés modernes et permettre à leurs habitants d'engager, avec quelque chance de succès, le combat contre la maladie et la malnutrition, l'ignorance et le sous-emploi.

Si même leur conscience le tolérait, est-ce que la vingtaine de pays industrialisés et nantis qui contrôlent les deux tiers des richesses de la planète, est-ce que les 640 millions de personnes très ou relativement à l'aise qui habitent ces pays pourraient se permettre, dans leur propre intérêt, d'abandonner à leur sort misérable près de deux milliards d'êtres humains et de les vouer à l'accablement du désespoir ou à la révolte?

Devrait-on faire abstraction des considérations humanitaires — qui animent, pourtant, le soutien généreux de millions de Canadiens à des mouvements bénévoles d'aide au Tiers-monde —, que de puissants motifs politiques et économiques inciteraient le Canada à contribuer de son mieux à résorber le sous-développement de la majorité des pays du monde (quelque cent vingt pays dûment représentés à l'ONU et dans les diverses organisations internationales).

Dans tous les forums mondiaux où se discutent des questions qui peuvent être d'un intérêt vital pour lui, le Canada ne peut que se féliciter à l'idée que l'esprit de coopération qu'il manifeste depuis de nombreuses années lui vaut la considération, et souvent, l'appui de pays dont la population totale constitue la moitié de l'humanité. Il a d'ailleurs avec ces pays des affinités dont beaucoup de Canadiens n'ont qu'une conscience confuse. Il n'y a pas si longtemps que le Canada est «pays souverain». Le statut de Westminster\* ne remonte qu'à 1931. De plus, comme la majorité des pays du Tiers-monde, le Canada est exportateur de matières premières et compte, pour l'essor de son développement industriel, aussi bien sur l'apport de capitaux étrangers que sur l'accès aux marchés extérieurs.

Des situations comparables, des intérêts similaires créent les

---

\*Le Statut de Westminster traduit sous forme de loi les décisions prises à la Conférence impériale de 1926 et établit que les pouvoirs législatifs des Parlements des dominions étaient égaux à ceux du Parlement britannique.